

Unis dans l'Action

Le Magazine trimestriel d'informations des Nations Unies au Mali

N°003 Septembre - Octobre - Novembre 2020



NATIONS UNIES
MALI



Interview exclusive avec
Madame Mbaranga Gasarabwe,
Représentante Spéciale Adjointe pour la
MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire
et Coordonnatrice Résidente du
Système des Nations Unies au Mali

Riposte COVID-19: Promouvoir le masque en coton
« *Made in Mali* » et soutenir les entrepreneurs locaux



Suivez-nous sur Facebook: [L'ONU AU MALI](#)

Notre site web:



[http:// mali.un.org](http://mali.un.org)

« Pour nos commandes de masques, de gels et de savons, nous avons d'abord privilégié le **Made in Mali** »,
Mbaranga Gasarabwe



L'épidémie de COVID-19 a considérablement impacté le travail des Nations Unies au Mali. Cependant, la gestion de la riposte COVID-19, en soutien à la mise en œuvre du Plan de Riposte des autorités maliennes, donne lieu à une belle collaboration entre le pays et l'équipe intégrée des Nations Unies au Mali. Pour en savoir plus sur ce partenariat fécond, nous nous sommes entretenus avec Madame Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali.

Comment s'est gérée l'arrivée de COVID-19 au Mali avec le Gouvernement et à l'interne de l'équipe intégrée des Nations Unies composée des Agences, Fonds et Programmes y compris la MINUSMA ?

Tout d'abord, je m'incline devant la mémoire de toutes les victimes de la COVID-19 au Mali, tant les Maliens que nos collègues des Nations Unies qui ont péri à cause de cette pandémie.

Je dois dire que depuis le début de la pandémie, très tôt le Gouvernement malien a pris les choses en main lorsque l'épidémie a éclaté en Chine. Le Gouvernement malien a très vite appelé tous les médecins de la sous-région pour voir comment mettre l'accent sur la prévention. A l'époque, on ne parlait pas de prise en charge car la maladie n'était pas connue et le phéno-

mène n'était pas encore mondial. Par la suite, une autre réunion a été convoquée par le ministère de la Santé à laquelle nous étions invités avec les partenaires pour parler de la prévention et de la prise en charge. C'était au début du mois de mars et il n'y avait pas encore de cas au Mali. Très vite, nous avons eu le plan national de lutte contre la Covid-19. Je dois saluer l'OMS, notre point-focal COVID-19, qui a pris les choses en main pour parler des standards de la maladie et de son évolution. Le leadership national nous a beaucoup aidés car nous avons su très tôt, en tant que Nations unies et partenaires, comment accompagner le Mali.

Au niveau de la prévention, nous avons regardé ce qu'il fallait comme mesures, l'organisation du système de santé et au niveau des Nations Unies les possibilités et modalités d'accompagnement du Gouvernement. Le Représentant spécial, Mahamat Saleh An-

nadif, est le Coordinateur de la crise COVID-19 pour les Nations Unies au Mali. Au quotidien, je le seconde dans la coordination de toutes les mesures qui doivent être décidées et mises en œuvre au niveau de la MINUSMA et du système des Nations Unies au Mali. Cela est fait avec l'appui du siège des Nations Unies à New York.

Dans notre dispositif, nous avons des réunions de coordination avec le Gouvernement pour savoir exactement comment nous sommes en train de répondre avec la grande implication de l'OMS. Au niveau interne et sous ma direction, nous avons une Task-Force et des groupes de travail qui se rencontrent chaque semaine pour faire le point de l'évolution de la pandémie et prendre des mesures appropriées pour la protection et le bien-être du personnel mais aussi pour définir les appuis à apporter au Gouvernement.

Comment la communauté internationale à travers les Nations Unies se mobilisent autour du Mali dans le cadre de la riposte COVID-19 ?

Notre équipe intégrée des Nations Unies composée des Agences, Fonds et Programmes y compris la MINUSMA a joué un rôle essentiel dans la réponse efficace à l'appel de financement du Plan National de Riposte COVID-19 au Mali.

L'approche du Mali, soutenue par l'OMS et les partenaires des Nations Unies, se situe à la fois au niveau national et régional. L'équipe intégrée des Nations Unies composée des Agences, Fonds et Programmes y compris la MINUSMA, a collectivement promis 78 266 697 millions de dollars Américains en soutien au Plan de réponse d'urgence du gouvernement tout en continuant à fournir un soutien basé sur leurs mandats respectifs. Une bonne partie de cet appui a déjà été mise à la disposition du Gouvernement Malien.

Ce soutien englobe les équipements de protection personnelle, les soins médicaux, la logistique, la formation, la communication et la sensibilisation, la mobilisation des ressources dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'intervention d'urgence contre la pandémie de Covid-19. Récemment, à la date du 07 juillet 2020, il y a encore eu la remise



au Gouvernement du Mali de 27 extracteurs d'oxygène et 15 000 tests de diagnostic du COVID, 120 thermo-flash, 250 000 masques chirurgicaux, des savons, des dispositifs de lavage des mains. La valeur totale de ces matériels et équipements s'élève à 1 315 673 USD. Une quantité importante a été distribuée dans les régions du pays suivant le plan validé par le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Tout en dirigeant toutes les questions techniques, l'OMS, notre point-focal COVID-19, apporte également son soutien dans les domaines opérationnels de l'intervention - notamment en dirigeant les achats et la chaîne d'approvisionnement avec les autres Agences, Fonds et Programmes spécialisés.

A travers l'OMS, nous veillons également à ce que les dix régions soient en mesure de réagir de manière appropriée en plaidant pour un financement intégral par le gouvernement et les autres bailleurs afin de financer le plan d'intervention de chaque région et en dotant chaque région de toutes les capacités nécessaires en matière d'équipes régionales d'intervention rapide et d'installations de dépistage et de traitement. L'accès aux régions peut constituer un défi logistique et sécuritaire et l'OMS et d'autres agences dépendent fortement de l'étroite collaboration de la MINUSMA et d'autres autorités de l'aviation pour soutenir les missions sur le terrain et la distribution des fournitures.

P4 Nous soutenons également le gouvernement en termes de communication et de sensibilisation sur les mesures barrières pour briser la chaîne de transmission de COVID-19 à Bamako et dans les régions. Ainsi, les chefs des agences du système des Nations Unies, sous la direction du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, chef de la MINUSMA, ont enregistré un défilé de mode virtuel pour promouvoir les masques « Made in Mali » (en tant que producteur de coton africain de premier rang) et pour soutenir les stylistes et les tailleurs locaux dont les activités sont profondément affectées par COVID-19.

Un autre volet qui est très important au-delà de l'appui financier, est un travail de réflexion sur la pandémie et sur la période post-pandémique, notamment son impact socio-économique. Nous avons mené une réflexion au sein des Nations Unies, y compris agences et MINUSMA, pour voir comment l'économie locale pourra se relever. Nous savons que l'économie informelle prend une place importante au Mali. Il est question de voir comment, avec la crise que nous connaissons, utiliser la valeur ajoutée que représentent les ressources maliennes. Par exemple, avec le coton, nous avons commandé 100 000 masques faits au Mali. Nous avons vu que la capacité de production pour tout le Mali n'est pas à la hauteur de la demande. Nous avons aussi promu le savon local pour le lavage des mains.

Malgré la faible industrialisation, nous avons essayé de faire en

sorte que le Mali puisse en bénéficier. Les stylistes et couturiers maliens ont aussi été mis à contribution. Nous avons privilégié tout ce qui pouvait être produit au Mali avec des capacités maliennes. L'étude socio-économique de l'impact de la Covid-19 a été une opportunité pour révéler qu'il y a beaucoup de choses que le Mali peut faire encore avec le secteur privé. L'étude a été transmise au Premier ministre, aux bailleurs de fonds et le secteur privé pour faire du « made in Mali » une réalité. Il y a beaucoup de capacité et d'ingéniosité. Il y a des techniciens en robotiques qui ont fait des choses extraordinaires. C'est une manière d'encourager le secteur informel mais aussi les petites et moyennes entreprises.



La MINUSMA a ouvert un centre spécialisé pour ses agents malades de Covid19. Est-ce que les maliens peuvent bénéficier de ce centre ?

Notre Centre sanitaire pour malades de Covid-19 mis en place sous la supervision et le leadership des spécialistes gouvernementaux, est essentiellement pour les staffs des Nations Unies. Il a été installé pour désengorger les hôpitaux maliens et pour faci-

liter le transit de nos staffs malades de COVID-19 avant le transfèrement des cas les plus graves dans les structures de prise en charge de l'Etat malien.

En plus de la pandémie Covid19, le Mali traverse une période dite de « soudure », comment s'organise la riposte humanitaire ?

En effet, comme tous les ans, la période juin à août voire septembre correspond à la période de soudure agropastorale au Mali ; période au cours de laquelle les besoins d'assistance pour les ménages vulnérables sont les plus élevés.

Cette année, avec les impacts socio-économiques de la COVID-19, les acteurs de la sécurité alimentaire conjointement avec le gouvernement (CSA commissariat à la sécurité alimentaire) comptent assister 2,5 millions de personnes pendant la soudure. Les activités de grande distribution vont démarrer en mi-juillet. Elles ont déjà démarré pour certaines organisations comme le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et d'autres ONG internationales.

D'autres organisations ou programmes sont en phase de ciblage des ménages vulnérables en vue de l'assistance. Il en est de même pour le PNR (Plan National de Réponse) du CSA dont les préparatifs sont en cours.

<https://www.facebook.com/ONUAMALI/>

... la suite page suivante

Le cluster sécurité alimentaire assure le lien entre la planification, les réalisations des acteurs humanitaires et la réponse du CSA et d'autres programmes gouvernementaux en vue d'une meilleure coordination sur le terrain.

Le PAM vient en appui au Gouvernement pour une mise à l'échelle d'une réponse d'urgence, une assistance alimentaire et nutritionnelle pour plus d'un million de personnes entre juin et septembre de cette année. A noter que le PAM a reçu une contribution du Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale pour mettre en œuvre cette réponse d'urgence dans le contexte de COVID-19.

Vous êtes engagés également dans le domaine de développement. Quels sont vos réalisations importantes dans ce domaine au Mali ?

L'impact très étendu de l'insécurité et de coronavirus sur le tissu économique et social des communautés maliennes, particulièrement les plus vulnérables, risque de freiner le Mali dans ses efforts pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). La pandémie pose des risques plus importants pour l'atteinte des cibles relatives aux maladies transmissibles et à l'espérance de vie (ODD 3.1 et 3.2), à l'éducation (ODD 4), au travail décent et croissance économique (ODD 8), et l'accès à l'eau potable (ODD 6). De même, le pays sera sérieusement affecté

par les retombées de la rétraction de l'économie globale, aggravant le ralentissement économique du pays et ainsi le nombre des personnes (4.6 millions) en situation d'insécurité alimentaire (OCHA, décembre 2019).

A travers nos différentes agences, fonds et programmes au Mali, nous sommes engagés aux côtés des autres acteurs du développement dans la réponse immédiate à la crise, et nous accompagnons le Gouvernement et les populations maliennes pour faire face aux impacts socio-économiques plus larges de la pandémie, et pour le relèvement du pays sur le moyen et long terme.

Cela s'est fait à travers plusieurs axes d'intervention au niveau de la préparation et de la réponse à la lutte contre la COVID-19, notamment par l'appui institutionnel pour la gestion de la crise, la disponibilité des services médicaux et la fourniture des ressources nécessaires. Il y a également à la suite de ceci des réflexions et des actions sur le relèvement avec une évaluation de l'impact socio-économique de la crise COVID et la mise en œuvre d'un Plan de réponse des Nations Unies avec un important volet socio-économique dénommé « Cadre de programmation conjointe de la réponse des Nations Unies à la COVID-19 au Mali » et ayant comme objectifs de : a) Soutenir de manière conjointe et cohérente la mise en œuvre du Plan d'Action Global de riposte à la crise de la COVID -19 du Gouvernement aussi bien en matière de pré-

paration, de prévention et de réponse au COVID 19 et b) Proposer et soutenir des mesures de mitigation et de relèvement aptes à amoindrir les impacts de la crise sur les conditions de vie des populations en général et sur celles des groupes les plus vulnérables en particulier (personnes âgées, indigents, femmes, jeunes, personnes handicapées, migrants, réfugiés etc.).

En plus de ce Cadre spécifique d'interventions contre la COVID-19, le système des Nations Unies, comprenant les agences, fonds et programmes, dispose d'un Cadre de coopération pour le développement durable (UNSDCF) avec la République du Mali pour la période 2020-2024. L'UNSDCF vise à contribuer à l'horizon 2024 à accélérer les résultats vers l'atteinte des ODD à travers trois axes stratégiques : i) la Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive ; ii) la Croissance inclusive, résiliente, et la durabilité environnementale ; iii) les Services sociaux de base et la protection sociale inclusive.

Je vous remercie!





RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES DROITS L'HOMME EN RÉ- PONSE AU COVID 19 : LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME ET LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME IDENTIFIENT DES PISTES DE COLLABORATION

M. Guillaume Ngefa Andali, Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection/ Représentant au Mali du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et M. Aguibou Bouaré, Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, ont tenu le mercredi 13 mai 2020 une séance de travail qui avait pour objectif de faire une évaluation de l'impact du COVID 19 sur la situation générale des droits de l'homme au Mali. Cette rencontre s'est tenue à la suite de la transmission par Mme Michelle Bachelet, Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, d'un Aide-mémoire à l'attention des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) en réponse au COVID 19.

L'Aide-mémoire produit par le HCDH appelle les INDH à participer à la prévention du COVID, à mobiliser un large éventail d'acteurs de la société civile dans la prévention, la réponse et le relèvement aux niveaux local et national. Il encourage des INDH à promouvoir l'accès inclusif à l'information et la participation à travers la création de forums de participation, ainsi que de surveiller et suivre la manière dont l'épidémie du COVID-19 se propage. Les directives contenues dans l'aide-mémoire encouragent également les INDH à attirer l'attention sur l'impact du COVID-19 sur le genre, ainsi que d'identifier les risques auxquels sont exposées les personnes privées de liberté. Elles mettent aussi un accent sur le principe de Ne laisser personne de côté, et encouragent l'identification et la cartographie des individus ou des groupes qui peuvent être laissés de côté en matière de préparation, de réponse et de relèvement après la crise.

Pour M. Ngefa, « *le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme reste engagé à soutenir le Mali en cette période de crise sanitaire sans précédent. Nous entendons encourager les autorités maliennes à ne laisser personne de côté et à intégrer l'approche basée sur les droits de l'homme aussi bien en matière de prévention, de réponse que sur le plan du relèvement* ». Il s'est félicité du cadre de collaboration établi entre les deux institutions qui permet sur une base hebdomadaire de discuter des opportunités et défis des droits de l'homme au Mali. A son tour, M. Bouaré a indiqué que la CNDH a récemment publié un communiqué de presse par lequel elle recommande au Gouvernement d'identifier des mesures d'accompagnement visant à atténuer l'impact du COVID sur les entreprises et l'accès à l'emploi au Mali. Selon lui, « *A la lumière de cet Aide-mémoire, un de nos axes prioritaire portera sur l'évaluation de la situation générale des droits de l'homme dans les lieux de détention, les hôpitaux que nous avons déjà identifiés mais aussi dans des lieux de mise en quarantaine. Il est toutefois à déplorer que des mandats de dépôt continuent à être délivrés en dépit des mesures de grâces présidentielles qui ont pour but ultime de désengorger les prisons, nous poursuivrons le suivi de cette situation et plaiderons davantage auprès des autorités pour une sensibilisation accrue des acteurs de la chaîne pénale* ».

Les deux institutions ont convenu de poursuivre les discussions sur le plan technique afin de renforcer la prise en compte des droits de l'homme dans les projets et initiatives visant à faire front au COVID 19 au Mali.

Riposte **COVID-19:** LA RÉPONSE DU PNUD MALI

Le mécanisme de réponse rapide du PNUD a été lancé fin mars dans le cadre de l'appui des Nations Unies au Mali aux autorités. Cette première phase de riposte contre la COVID-19 consistait à offrir une assistance immédiate au gouvernement du Mali pour la mise en œuvre de son plan national de réponse, qui était entre autres se préparer, répondre et se relever en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables. Les activités réalisées sont entre autres :



Le PNUD a assuré la dotation de 19.549 bureaux de vote et centres décompilation des résultats de toutes les régions, excepté le district de Bamako, de kits de lavage des mains. L'ONU (PNUD, OMS et MINUSMA) est engagée aux côtés des autres partenaires techniques et financiers, tels l'Union Européenne, qui a doté les 2.598 bureaux de vote de Bamako de gels hydro alcoolique.

En réponse à une demande des autorités maliennes, et dans le cadre de son plan de réponse au COVID-19, le PNUD et l'OMS ont également appuyé la production d'un plan national de prévention de la propagation de COVID-19 lors des élections, à travers son Projet d'Appui au Cycle Électoral, auquel contribuent également le Luxembourg, la Norvège et l'USAID.

852 médiateurs électoraux (femmes et hommes) ont été formés par le PNUD en partenariat avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation dans le cadre de l'information et la sensibilisation des électeurs grâce au projet PACE pour veiller à la prévention des conflits liés aux élections et s'assurer du strict respect, par les électeurs, des mesures barrières contre la COVID-19 dans les centres et bureaux de vote.

- **Prévention de la COVID-19**

dans le secteur de la justice

Un lot de matériel pour prévenir la propagation de la COVID-19 a été remis à la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée, à ses démembrements régionaux, à 60 établissements pénitentiaires ainsi qu'à plusieurs juridictions dans le cadre de projets mis en œuvre par le PNUD et la MINUSMA sur **financement du Royaume des Pays-Bas et du Fonds de Consolidation de la Paix**.

- **Formations des formateurs de journalistes et d'animateurs radios**

Le Centre national d'information, d'éducation et de communication pour la santé CNIÉCS, avec l'**appui technique et financier de l'UNICEF, de l'OMS et du PNUD** a organisé les formations (du 13-15 mai 2020) dont les objectifs étaient les suivants:

1. orienter les animateurs et journalistes de 230 radios communautaires, locales et confessionnelles pour la diffusion de messages d'information et de sensibilisation sur la COVID-19 ;
2. guider les communautés à l'adoption des mesures d'isolation et de quarantaine et à l'appui aux structures de santé pour l'identification et la prise en charge rapide des éventuels cas de COVID-19.

Mieux s'informer sur la COVID-19 et être assisté (e)

Dans le cadre de la riposte contre la COVID-19, le Ministère de la Santé et des Affaires sociales et le PNUD ont procédé au lancement de l'application Assistante Sanitaire Automatique (ASSA) afin de contribuer à la sensibilisation communautaire de proximité, et à une plus grande mobilisation sociale en réponse à la crise liée à la COVID-19.

Ce service permet : d'accéder à des informations et conseils sur la pandémie; de signaler des cas suspects et tracer leurs contacts ; d'assister les personnes placées en isolement ; et d'assurer la remontée par les agents de santé des informations aux services techniques de gestion de la pandémie afin de garantir la disponibilité des données en temps réel. Développé par la Fondation Tuwindi et actuellement accessible en français, bambara et songhaï, le chat bot ASSA peut être utilisé par toute personne ayant un téléphone portable, connecté ou non à internet. Il est accessible par SMS, WhatsApp, Facebook Messenger ou via l'application mobile ASSA.

- **Conception d'outils de sensibilisation des communautés contre COVID-19**

Le PNUD a mobilisé 60 volontaires communautaires qui interviennent auprès des communautés pour sensibiliser les populations aux gestes barrières afin de limiter la propagation du virus.

L'OIM INTENSIFIE SES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

En soutien aux efforts des autorités maliennes dans la mise en œuvre de son Plan de prévention et de réponse Covid-19, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali a intensifié ses actions à différents niveaux avec l'appui de ses différents partenaires techniques et financiers.



Depuis son apparition dans le monde en décembre 2019, la crise de Covid-19 continue sa progression et met en mal la situation déjà fragile aux plans sanitaire, sécuritaire, social et économique de nombreux États. À l'instar de la plupart des pays du monde, le Mali tente, avec l'appui de ses différents partenaires, de faire face à la pandémie avec l'adoption de mesures qui ne sont pas toujours sans conséquence sur la vie des populations les plus vulnérables. En appui aux autorités maliennes et afin d'atténuer les effets des différentes mesures sur la vie des personnes vulnérables, l'OIM a axé son intervention Covid-19 dans trois domaines à savoir : (1) la formation et la sensibilisation (2) la dotation en matériels et équipements, et (3) l'assistance aux personnes vulnérables.

Dès l'apparition en mars du 1er cas de Covid-19 au Mali, l'OIM a mis en place une vaste campagne de sensibilisation en direction des migrants, des personnes déplacées internes, des retournés et des populations hôtes. Près de 16.000 personnes dont 100 agents de santé, 100 mobilisateurs communautaires, 50 tradipraticiens et 50 leaders d'opinion ont été informés et sensibilisés à Bamako, Kayes, Mopti, Tombouctou et Gao sur la Covid-19 et le respect des mesures barrières.

Les bénéficiaires ont reçu des kits de prévention et de protection composés de dispositifs de lavage des mains, de gels hydroalcooliques, de gants, de masques, de savons et d'eau de javel. Plus de 4000 masques ont été confectionnés par des bénéficiaires des programmes de réintégration de l'OIM contre rémunération et distribués auprès des migrants en transit et aux personnes déplacées internes (PDI). Plus de 1000 affiches de sensibilisation ont été produites et placardées dans les centres d'accueil pour migrants, sur les sites de PDI, sur les édifices des autorités locales et différents acteurs non étatiques sur tout le territoire du pays. Au mois de juillet, 103 activités de sensibilisation ont été organisées, 60 équipements individuels distribués et 106 dispositifs de lavage des mains installés.

En prélude à l'ouverture des frontières terrestres et aériennes, 250 agents de la police des frontières, des douanes, et du personnel civil en poste à l'aéroport international de Bamako ont été formés. Plus de 250 agents de la police des frontières, des douanes et de la gendarmerie ont également été formés dans six postes-frontières terrestres dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso. Ces formations ont permis aux différents agents de renforcer leurs capacités à se protéger

contre la maladie, à identifier et à référer les cas potentiels et à maintenir la protection des droits de l'Homme dans le traitement des voyageurs.

Ces formations ont été organisées avec l'appui du Gouvernement fédéral Allemand qui, par la suite, a appuyé l'OIM dans la remise d'équipements de protection personnelle, d'hygiène et de sensibilisation d'une valeur de 40 millions FCFA aux services aéroportuaires. Le même type d'équipements d'une valeur de 20 millions FCFA est prévu pour six postes-frontières terrestres de l'intérieur du pays.

Depuis le mois de juin, l'OIM a assisté 599 migrants à retourner dans leur pays d'origine grâce à la mise en place d'un corridor humanitaire. Il s'agit de 422 Maliens bloqués au Niger et en Algérie, ainsi que de 177 étrangers bloqués au Mali. Ces opérations de retours volontaires, fruit de la coopération entre les différents États concernés et les équipes locales de l'OIM, a été rendu possible grâce à l'appui de l'Union européenne (UE) à travers l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Afrique, et du Département International du Développement (DFID) du Royaume-Uni à travers la Phase II du Programme de Sécurité, de Soutien et des Solutions (SSSII).



L'OMS APPORTE UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL AUX MALADES ET AUX GUÉRIS DE COVID-19

L'OMS et les autorités de santé publique du monde entier agissent pour contenir l'épidémie de COVID-19. Cependant, cette période de crise génère du stress dans toute la population. Les situations d'urgence en matière d'épidémie créent toute une série de problèmes auxquels sont confrontés les individus, les familles, les communautés et la société. À chacun de ces niveaux, ces situations fragilisent ou déstabilisent des dispositifs de protection efficaces en temps normal, augmentent les risques d'apparition de divers problèmes et aggravent les problèmes préexistants. Si des problèmes sociaux et psychologiques surviennent dans la plupart des groupes, on notera que, face au même événement, chacun réagira différemment et mobilisera des ressources et des moyens propres.

C'est dans ce contexte difficile, que le bureau de la Représentation de l'OMS au Mali, a recruté et formé 11 psychologues répartis dans toutes les régions du Mali et le district pour renforcer la santé mentale et le soutien psychosocial liés à la pandémie de la covid-19, aussi apporter ce même type de soutien aux personnes déplacées du nord du Mali vers le sud suite aux conflits armés.

Nous savons que la plupart des malades et guéris de covid-19 subissent des traumatismes de diverses sortes, leur famille paye le lourd tribut de la stigmatisation et la discrimination au sein de leur entourage immédiat, voire la société. Les psychologues recrutés travailleront dans les formations sanitaires et au sein des communautés, pour aider à surmonter ces difficultés. Aussi, toujours pour lutter contre ce problème lié à la stigmatisation, l'OMS a appuyé la réalisation des émissions TV et radios animées par des personnes guéries, des sketches de sensibilisation ont été également réalisés et diffusés. Outre cet appui psychosocial et sur d'autres fronts, dès la notification des premiers cas de COVID-19 par le Mali, conformément au Règlement Sanitaire International (RSI), le Représentant de l'OMS, Dr Jean Pierre Baptiste a nommé un gestionnaire de l'Incident (Incident manager) et une équipe de gestion de l'incident (Incident Management Team, IMT) pour apporter un appui technique aux commissions et sous-commissions définies par le Comité national de crise, (coordination, surveillance, gestion des cas, laboratoire, prévention et contrôle des infections (PCI), Communication des Risques et Engagement Communautaires (CREC), opérations et

soutien logistiques, mobilisation des ressources)

L'OMS a également contribué au renforcement des capacités des agents de terrain sur les outils de surveillance épidémiologique, elle assure la prise en charge de 40 agents traceurs de contact et superviseurs de suivi des contacts. 110 tablettes paramétrées sur les formulaires DHIS2 ont été mises à la disposition pour le suivi des contacts et 33 agents formateurs du Ministère de la Santé ont bénéficié d'une formation en prévention et contrôle des infections PCI/COVID-19. Pour ce qui concerne l'appui en don de médicaments et équipements, l'OMS a été aux côtés des autorités nationales avec plusieurs donations dont la valeur est estimée à plus de 200 millions de FCFA.

Dans le domaine de communication du risque et la mobilisation sociale/engagement communautaire, l'OMS a appuyé plusieurs sessions de formation à l'intention des groupes spécifiques (journalistes, communicateurs traditionnels, influenceurs etc.) Des messages et divers supports de sensibilisation (affiches, brochures, communiqué de presse, dépliants) et des programmes radiodiffusés ont été produits et diffusés à tous les niveaux à travers des canaux appropriés. Aussi, des personnes jugées importantes et bénéficiant de la confiance de la communauté ont été touchées pour partager des informations et des messages sur la pandémie.



CENTRE MÉDICAL COVID-19 DE LA MINUSMA : L'ONU ET L'ÉTAT MALIEN CONTINUENT DE S'ÉPAULER EN RIPOSTE À LA PANDÉMIE

Le Représentant spécial du Secrétaire-général au Mali (RSSG) et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif a inauguré ce matin le Centre Médical COVID-19 de la MINUSMA en présence du Secrétaire général du Ministère de la Santé et des Affaires sociales, de la Représentante spéciale adjointe de l'ONU et Coordinatrice résidente du Système au Mali, des responsables sanitaires de la Mission et du Représentant de l'OMS. Situé en zone aéroportuaire de Bamako, ce centre est né de l'engagement commun des Nations Unies et des autorités maliennes dans la riposte au COVID-19.

De quelle infrastructure s'agit-il ?

Entamés dès les premières heures de la pandémie de COVID-19, les travaux de construction devaient prendre fin au mois de juin. C'est donc avec plus de 10 jours d'avance que le RSSG, et le Dr. Mama Koumaré, Secrétaire général du Ministère de la Santé et des Affaires sociales, inaugurent cette installation. Ce centre est conforme aux normes de construction de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des services maliens des maladies infectieuses. Il peut accueillir 65 pa-

tients, parmi lesquels des cas dits « suspects » ou « confirmés » et cette capacité permettra à la Mission de soulager les structures maliennes qui ont toujours accueilli nos patients.

Dès leur arrivée et selon leur état de santé, les patients sont répartis entre les zones d'accueil, de consultation, de quarantaine, d'isolement ou encore de soins intensifs. Cette dernière zone dispose de lits, équipés notamment de respirateurs, afin de procéder à d'éventuelles réanimations. Répondant aux normes, l'établissement est construit comme un centre pour les infections respiratoires aiguës sévères (IRA).

Mali/ONU : une collaboration qui ne faiblit pas

Depuis la première quinzaine du mois de mars, le système des Nations unies au Mali a non seulement pris des mesures de prévention mais s'est également fait l'écho de celles édictées par le gouvernement pour lutter contre la pandémie. Un appui financier, logistique et matériel conséquent a été apporté à l'État par l'ensemble du système de l'ONU au Mali. Ainsi parmi de nombreux autres exemples, cette se-

maine, un soutien aux camps de l'armée malienne reconstituée, équipée de kits de prévention contre la maladie ou la mise à disposition de masques à de nombreuses radios communautaires en régions. S'agissant de masques, ce ne sont pas moins de 100 000 masques « fabriqués au Mali » qui ont été achetés par la Mission onusienne.

Ce soutien représente une démarche naturelle pour M. Annadif qui salue l'engagement du Gouvernement, notamment dans la prise en charge sanitaire des personnels des Nations Unies malades : « avec la construction de ce centre nous complétons notre dispositif de prise en charge de nos patients. Il nous permettra de disposer d'au moins 65 lits, mais, si nous avons des cas graves, nous continuerons à les transférer au niveau des institutions maliennes ». Avant de clôturer cette inauguration, le Chef de la Mission onusienne ne manquait pas de saluer tout le personnel médical présent « Les taux de rétablissements ou de guérisons sont impressionnants au Mali. J'exprime toutes ma sympathie à chacun d'entre eux et souhaite un prompt rétablissement aux patients qui sont actuellement en soins. »

PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET RIPOSTE À LA COVID-19 : APPUI DE L'UNICEF AU GOUVERNEMENT DU MALI



Depuis janvier, l'UNICEF, l'OMS et les autres partenaires appuient le Gouvernement dans la préparation de son plan d'urgence pour prévenir et répondre à la COVID-19. Dès le départ, l'UNICEF avait focalisé ses actions sur l'appui à la mise en place des organes de coordination, la conception et dissémination des messages clés de prévention, assurer le partage d'informations factuelles sur le virus. Pour le faire, il était nécessaire d'appuyer la formation des agents de santé et les relais au niveau communautaire à la reconnaissance des cas, à l'alerte et au suivi des contacts, à renforcer les mesures d'hygiène aux points d'entrée (aéroports, frontières terrestres), dans les centres de santé et dans les lieux de grand rassemblement, à prépositionner les matériels et équipements de protection personnelle, et à contribuer à renforcer la coordination des partenaires impliquées dans la réponse.

Dans son plan de réponse en appui au Gouvernement, l'UNICEF au Mali a pour objectif de toucher l'ensemble de la population malienne via des activités de prévention ou d'intervention liées à la crise sanitaire. Parmi cette population on compte presque 55% d'enfants dont certains sont devenus eux-mêmes, agents d'information.

L'UNICEF a initié les toutes premières séances de formation des enfants journalistes et ceux du parlement des enfants à Bamako et dans les régions. L'objectif était de les équiper en information correcte sur la COVID-19 afin qu'ils mènent des actions de prévention au niveau communautaire. Une centaine d'enfants ont pu être initiés au respect des mesures barrières dans les régions de Tombouctou, Mopti, Kayes et Sikasso. Ces enfants ont par la suite mené des émissions radios, des

interviews télévisées et des sensibilisations sur les réseaux sociaux.

En raison de leur situation de vulnérabilité, les enfants en situation de rue, les talibés, les enfants vivant hors du cadre familial, ainsi que les enfants déplacés ou réfugiés, sont exposés de manière accrue au nouveau coronavirus. Ces catégories d'enfants n'ont pas suffisamment accès à l'information et aux moyens pour s'autoprotéger face au virus. Pour les enfants en situation de rue, l'UNICEF travaille avec ses partenaires à travers des équipes mobiles déployées sur le terrain qui apportent des informations essentielles sur la prévention et orientent les enfants vers les services disponibles. Ils fournissent un appui psychosocial aux enfants les plus vulnérables.

Avec l'augmentation des cas et l'évolution de la pandémie vers le nord, notamment à Tombouctou, l'Unicef a appuyé l'amélioration des capacités d'accueil des structures de prise en charge par la fourniture des tentes modulables. Des contrôle et surveillance aux points d'entrée ont été renforcés.

Pour faciliter la réponse dans les zones difficiles d'accès et les zones d'insécurité, l'UNICEF travaillent avec des ONG nationales et internationales afin de toucher les populations vulnérables de ces zones par la sensibilisation, l'accès aux matériels de protection et soins essentiels.

L'UNICEF, avec l'appui de ses partenaires, continue son appui au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales non seulement dans la réponse à la pandémie actuelle, mais aussi dans la continuité des autres services essentiels, tels que le renforcement du système de santé notamment le soutien à la

santé maternelle néonatale et infantile surtout dans les régions fragiles du Nord et du Centre. Des remises de matériels et d'équipements COVID-19 et non COVID-19 d'une valeur de plus de 6.529.259.756 milliards de Francs CFA (à peu près 11.7 millions de dollars américains) ont été faites depuis le début de la pandémie au niveau central. Une quantité importante a été distribuée dans les régions du pays suivant le plan de distribution validé par le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Certaines mesures de lutte contre le coronavirus, telles que la fermeture des écoles, peuvent avoir des conséquences majeures sur les enfants, notamment sur leur droit à l'éducation et à la protection contre toutes formes de violences. Cette situation peut aussi exacerber les vulnérabilités existantes et exposer les enfants à des risques de violences, de négligence ou d'exploitation. Pour les enfants, la pandémie n'est pas une crise uniquement sanitaire, mais une crise qui affecte profondément la protection, l'éducation et le bien-être des enfants les plus vulnérables.

L'UNICEF soutient le Ministère de l'Education Nationale avec du contenu numérique accessible via internet et du matériel pédagogique adapté à l'enseignement à distance. Les enfants qui n'ont pas accès à la radio ni à la télévision ont reçu des radios solaires pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants tout en étant à la maison.

Cette crise sanitaire ne fait qu'exacerber une situation déjà très fragile pour les enfants. Il est donc plus que jamais notre responsabilité collective de s'assurer de la pleine protection des droits de l'enfant en cette période difficile.



LE HCR, POUR LES PLUS VULNÉRABLES, CONTRE LA PANDÉMIE

Dès l'apparition des premiers cas de COVID-19 au Mali, en mars 2020, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés au Mali, en collaboration étroite avec ses partenaires, a accompagné le Gouvernement du Mali dans la riposte à la pandémie sur le plan national, en incluant dans la réponse les personnes déplacées de force : les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les rapatriés, les apatrides, mais également les communautés hôtes.

Cette situation a rajouté une pression supplémentaire sur ces personnes qui, ayant fui leur foyer à cause d'attaques et de persécutions, se retrouvent souvent loin de leurs proches, sans logement, sans ressources et sans documents. La propagation de la pandémie constitue un risque supplémentaire qui entrave leur protection, leur sécurité et leur dignité.

« À un moment où le Mali traverse une crise multidimensionnelle, les besoins de soutien et

d'attention se multiplient avec la persistance de la pandémie. Pour cela, le HCR accompagnera toujours le Mali en faveur de la protection et du bien-être des personnes déplacées de force et les communautés d'accueil », a déclaré Monsieur Buti Kale, Représentant du HCR au Mali

Du plaidoyer à la distribution, en passant par la sensibilisation

À titre de rappel, le Mali a connu depuis le début de cette année une nette augmentation en termes de mouvements de populations. Au 31 juillet, le Mali compte près de 46 000 réfugiés et demandeurs d'asile, plus de 266 000 personnes déplacées internes, plus de 566 000 personnes retournées parmi les déplacés internes et 84 000 personnes rapatriées. De février à juillet seulement, le HCR a enregistré plus de 18 000 réfugiés des pays voisins, tel que le Burkina Faso et le Niger.

Ainsi, dès le début de la pandémie, le HCR a fait son plaidoyer afin d'intégrer les réfugiés au Ma-

li dans le plan national de réponse au COVID-19. Ces derniers étaient d'ailleurs en première ligne, agissant concrètement et activement dans la lutte contre le coronavirus à travers, par exemple, la confection de masques et la sensibilisation à la pandémie.

La sensibilisation aux symptômes et aux risques du COVID-19, mais aussi à l'adoption des gestes barrières de prévention, a d'ailleurs été au cœur de l'action menée par le HCR et ses partenaires pour contrer sa propagation. Dans ce cadre, des supports illustrés ont été imprimés et distribués auprès des personnes relevant du mandat du HCR et dans tous ses bureaux, ceux de ses partenaires et aux points d'enregistrements et sites de personnes déplacées. Ces illustrations, accompagnées de textes comportent toutes les informations relatives à la pandémie, comme les gestes barrières ou encore les mesures à prendre en cas de symptômes. ... la suite



De plus, des séances de sensibilisation ont été conduites à travers les régions couvertes par le HCR, à savoir Bamako, Kayes, Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou. Il convient de noter que ces séances ont eu lieu dans le respect des mesures de distanciation, avec un nombre limité de personnes présentes. Ces mêmes personnes, à leur tour, se sont mobilisées pour sensibiliser leur entourage, avec l'appui du HCR.

Toujours dans le cadre de renfor-

cer la réponse du Gouvernement, la Représentation du HCR a remis aux autorités, à maintes occasions, dans les différentes régions, de l'équipement médical et sanitaire : lits d'hospitalisation, matelas, blouses, masques

et brancards. La distribution d'équipement médical, mais aussi de matériel d'hygiène comme les savons et les stations de lavage des mains, a concerné plusieurs institutions, dont les écoles, avec la reprise des classes d'examen début juin. La pandémie avait alors touché le secteur de l'éducation dès le début de la crise, avec la fermeture des écoles comme mesure de prévention. Cela dit, l'éducation n'attend pas, et c'est ainsi que le HCR a reçu des fonds de la part de *Education Cannot Wait*, afin de fournir des radios solaires à plus de 10 000 enfants déplacés, mais aussi parmi les populations d'accueil, afin

d'assurer la continuité des cours.

Par ailleurs, le HCR a fait don de 100 tentes familiales au Gouvernement malien afin de renforcer les capacités d'intervention sanitaires et les installations d'accueil pour les personnes atteintes de COVID-19. Cette activité s'inscrit dans le cadre du cordon sanitaire instauré par le Gouvernement malien, afin de limiter la propagation du virus.

En outre, les attaques et les persécutions au Sahel ont continué à



affecter les populations, malgré les mesures prises par les gouvernements pour limiter les mouvements, et ainsi réduire les risques de contagion. Début 2020, près de 5 000 Maliens, qui étaient réfugiés au Burkina Faso, ont fui le camp de Goudebou pour retourner au Mali. Le HCR, aux côtés d'autres agences sœurs des Nations Unies, est intervenu en urgence afin d'assurer la sensibilisation et la protection des personnes retournées face à la pandémie, pendant et après leur enregistrement.

D'autre part, cette année, la Journée mondiale du réfugié a été

célébrée le 20 juin dans un contexte particulier. « Chacun peut agir. Chaque geste compte », a été le thème de cette année et tel a été l'esprit. Au Mali, outre la cérémonie symbolique organisée dans le respect des mesures de prévention, le HCR et ses partenaires ont commémoré cette journée en mettant en lumière les gestes du quotidien des réfugiés, leur journée de travail et leur apport dans la lutte contre la pandémie. À l'occasion de cette journée, et en réponse aux souhaits

exprimés par les réfugiés, du matériel d'hygiène leur a été remis, dans les régions et à Bamako, en plus de la distribution de dépliants de sensibilisation.

Tous ces efforts continuent et continueront, tant que cette pandémie constitue-

ra une menace pour les populations déplacées et les communautés d'accueil. Le HCR ne manquera pas d'effort pour participer aux initiatives et interventions visant à arrêter la propagation de cette pandémie, en ne laissant personne pour compte. De surcroît, la planification opérationnelle du HCR pour 2021, tient compte de l'impact du COVID-19 sur la situation économique des personnes déracinées. Pour cela, le HCR saura toujours compter sur le soutien des donateurs qui ont toujours été les partisans de la cause des personnes déracinées, afin de préserver leur dignité et leur protection.



LA CLINIQUE DE L'ONU MALI FAIT PEAU NEUVE

Pour améliorer la qualité de ses services et éviter aux staffs d'aller dans les structures médicales externes pour certains besoins médicaux, la Clinique du système des Nations Unies s'est dotée des équipements à la pointe de la technologie.

La Clinique du système des Nations Unies s'est équipée en appareil de Radiographie ultrasonores qui comporte des fonctions d'amélioration de la performance et du rendement qui vous offrent une qualité d'image exceptionnelle avec une efficacité rapide en un temps record. Ce centre de radiologie qui améliore le plateau technique de la clinique, s'ajoute à une panoplie de services déjà existant sur place.

Il s'agit entre autres du labo, de la pharmacie, de la salle d'hospitalisation, de la salle d'examen cardiologique et surtout du centre d'isolement pour malade de COVID-19.

Pour le Dr Eric Lowé, « grâce aux efforts du management sous le leadership de Mme Mbaranga Gasarabwe, la Coordinatrice Résidente, en plus des autres services que nous délivrons, notre clinique a l'une des centres de radiologie le plus performant du pays. En un temps record, nous pouvons faire des prises en charge radiologie avec des résultats fiables et précis selon les cas », a-t-il expliqué.

Selon, Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, « le management ne ménagera aucun effort pour le bien-être des staffs et de leurs dépendants. »



**LE NOUVEAU CENTRE D'IMAGERIE MEDICALE
A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE**



LE CENTRE D'ISOLEMENT COVID-19





COVID-19, PLUS D'UN MILLIARD DE FCFA INVESTI PAR L'UNFPA DANS LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DES MALADES

En synergie avec les autres agences UN, l'UNFPA Mali intervient dans la lutte contre la Covid-19 dans le cadre du Plan d'action UN Covid –19

L'appui de l'UNFPA est articulé sur quatre axes stratégiques à savoir (i) Maintenir le fonctionnement du système de santé, (ii) Assurer la fourniture et la disponibilité de contraceptifs modernes à courte et longue durée d'action, des informations, des conseils et des services (y compris la contraception d'urgence), (iii) Assurer la protection et la promotion des droits des femmes et des filles et (iv) Fournir des services de Santé Sexuelle et Reproductive aux Adolescent/jeunes

A ce jour, la contribution de l'UNFPA s'élève à plus d'un milliard de FCFA investi dans la sensibilisation, l'acquisition des équipements/matériels de prévention et de prise en charge des malades.

« Sensibilisation et Etude »

Un grand projet de Partenariat public-privé « Riposte Accélérée et Durable des Jeunes et Adolescents contre la COVID 19 au Mali » a été conclu avec les jeunes pour intervenir dans la sensibilisation à Bamako, Mopti et Tombouctou.

Un lot de matériels et équipements

d'Information, d'Education et de Communication (IEC), et équipements de bureau ; des Kits de sonorisation complète et Documents (Guide Radio et TV), des Matériels sanitaires et médicaux et des Dispositifs de lavage de main au savon contre le COVID-19 ont été mis à la disposition de l'ONG AGIR pour renforcer les capacités de sensibilisation et d'offre des services d'une vingtaine de radios communautaires des régions de Mopti, Segou, Sikasso, Koulikoro et des trois centres médicoéducatives appelés « Centre de Vies » à Bamako et des neuf Centres de Santé Communautaire (CSCOM) des régions citées.

L'UNFPA a aussi contribué à la réalisation de l'Etude des Nations Unies sur l'impact de la COVID-19 sur les VBG au Mali.

« Renforcement des capacités »

Le Ministère de la Santé et des Affaires sociales a bénéficié d'un lot de matériel de prévention contre la maladie à coronavirus, de produits contraceptifs, de kits de prise en charge de la fistule obstétricale offerts par l'UNFPA avec

l'appui financier du Canada et des Pays Bas.

Les capacités de prise en charge de l'hôpital Gabriel TOURE ont été renforcées avec la mise à disposition de conteneurs préfabriqués pour l'hospitalisation des malades Covid-19.

En partenariat avec la Coopération espagnole, l'UNFPA a complètement réhabilité et équipé le laboratoire du Centre de prise en charge holistique des survivantes des VBG, One Stop Center. Le laboratoire peut désormais effectuer des analyses biochimiques et sérologiques nécessaires y compris des tests ADN, facilitant du coup, la prise en charge, en un seul endroit, des personnes survivantes de violence sexuelle et renforceront leur dossier pour les procédures judiciaires qui suivront. Pour rappel, sur 68 dossiers transmis à la justice en 2019 par le One Stop Center de Bamako, une quarantaine de présumés auteurs de violences sexuelles et de pédophilie ont été placés sous mandat de dépôt dans l'attente d'un procès.



APPORTS D'ONU FEMMES À LA RIPOSTE COVID-19 AU MALI

« Ne laisser personne pour compte », tel est le slogan phare d'ONU Femmes. Au Mali, pour faire face à la pandémie de COVID-19, le bureau ONU Femmes a appuyé plusieurs couches de la société sous diverses formes.

Tout d'abord, ONU Femmes Mali a apporté sa contribution en lançant une étude de terrain sur l'impact de la maladie sur les femmes et leurs activités. Il s'est avéré que plus de « 90 % des femmes interrogées sont affectées par cette pandémie ».

Courant le mois de mai 2020, ONU Femmes Mali a accompagné la formation de près de 100 femmes leaders d'associations ou de groupements dans la fabrication de savons désinfectants et de gel hydroalcoolique. Notre objectif est d'aider les bénéficiaires qui participaient à partir de chacune des régions du Mali à relever le défi de la propreté et la désinfection, mesures indispensables de protection et de lutte contre le COVID-19 et au-delà, contre toutes les maladies. Par la même, produire et commercialiser le savon désinfectant et le gel, afin de garantir une source non négligeable de revenus pour ces femmes qui pourront offrir des

produits naturels et locaux pour satisfaire la demande sur le marché.

En plus de cela, des émissions radiophoniques ont été produites et diffusées à Bamako et Mopti portant sur l'adoption des mesures barrières pour prévenir la maladie à Coronavirus ; les effets de la COVID sur les femmes, ainsi que des sujets comme les violences basées sur le genre en cette période de pandémie.

d'hygiène aux femmes de Bamako et des régions du Mali. Les bénéficiaires sont des groupements et structures engagés dans tous les domaines d'intervention d'ONU Femmes ; à savoir, la lutte contre les violences basées sur le genre, l'autonomisation économique des femmes, la Gouvernance et Femmes-Paix et Sécurité. Les kits sont composés d'un dispositif de lavage de main avec seau de 100 litres, de l'eau de javel du savon liquide et des avons en morceaux.



Toujours, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, ONU Femmes a procédé à la remise de 2.624 kits

En septembre, le lancement du « cash transfert » aux femmes des marchés de Bamako a pu avoir lieu. Ceci va permettre, dans un premier temps, un don de 50.000 FCFA à cent (100) femmes vulnérables ayant perdu leurs fonds de commerce pour relancer leurs activités. Elles bénéficieront également d'un accompagnement à la formalisation. Un pas de plus dans notre promesse de « ne laisser personne pour compte ».



LA SALLE D'ALLAITEMENT DE LA MAISON COMMUNE, UN VRAI SOULAGEMENT POUR LES MAMANS ALLAITANTES

Dans le but de rapprocher les staffs mamans allaitantes de leurs bébés, le management sur proposition du comité « Bien-Etre », a doté la Maison Commune des Nations Unies au Mali d'une salle d'allaitement.

Adiaratou Cissé, maman allaitante travaillant à l'UNHCR, « nous apprécions beaucoup l'initiative de la salle d'allaitement, car avant nous avons beaucoup de difficultés pour assurer nos exigences professionnelles et jouer notre rôle de mère. Mais avec l'avènement de la salle de garde des enfants, nous n'avons plus de contrainte. Plusieurs pendant la journée, nous avons la possibilité de prendre dix à quinze minutes pour allaiter l'enfant et reprendre le travail. Aussi, pendant la pause nous pouvons jouer avec eux. Franchement, le cadre est idoine, les nounous sont accueillantes, les jouets et les autres commodités scient bien aux nourrissons. Merci au management pour avoir pensé aux

staffs mamans allaitantes ».

La salle d'allaitement animée par deux nounous, est équipée pour le bien-être des bébés. Il s'agit de frigos, microondes, lavabos et des thermos pour garder les biberons. Salle comporte avec un espace de jeu avec jouets adaptés. Pour couronner le tout, la salle est équipée de berceaux pour permettre aux bébés de faire la sieste.

Grâce aux facilités accordées, les mamans déposent les bébés dans la matinée et les reprennent à la descente. De temps à autre, elles ont la possibilité de passer allaiter les bébés ce qui permet aux mamans allaiter de ne pas priver les bébés d'affections pendant les heures de travail.

LA SALLE D'ALLAITEMENT EN IMAGES





L'ONU MALI CELEBRE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE AVEC LES JEUNES DU LIPTAKO GOURMA

A l'occasion de la Journée Internationale de la Jeunesse le 12 août, s'est tenue une rencontre virtuelle organisée par les bureaux de l'UNESCO Dakar et Mali en collaboration avec le Système des Nations Unies au Mali à l'endroit des jeunes et organisation de jeunesse du Liptako Gourma (un espace sahélien érigé en autorité/organisation sous-régionale regroupant le Mali, le Niger et le Burkina) pour répondre à la question : « Quelle participation de la jeunesse de la région du Liptako Gourma face à la crise multidimensionnelle au Sahel ? ».

Parmi les intervenants, Mesdames les Coordinatrices Résidentes du Mali, Mbaranga Gasarabwe ; du Burkina-Faso, Metsi makhetha ; et du Niger, Khardiata LO Ndiaye ; à leurs côtés les ministères de la jeunesse des trois pays ; mais aussi des personnalités de différents bords dont Pascal Reyntjens de l'OIM, la chanteuse Inna Modja, l'altermondialiste Aminata Dramane Traoré, Moussa Kondo de l'Accountability Lab, Mamadou Moussa Ben de la Francophonie, Karim Sawadogo artiste créateur etc.

Lors des échanges, tous les intervenants étaient d'accord que la jeunesse du Liptako Gourma doit (1) avoir confiance en elle, (2) s'engager, participer activement au développement du Sahel ; (3) être un véritable acteur du changement surtout pour contrer la montée du djihadisme.

Monsieur Edouard MATOKO, Sous-Directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations Extérieures de l'UNESCO, a rappelé l'importance d'avoir une solidarité autour de la jeunesse. « Les jeunes ont droit à une bonne éducation et une bonne santé, pour s'investir, s'engager et transformer leur environnement », a-t-il dit.

Pour Madame Mbaranga Gasarabwe, « pour ne pas laisser les jeunes pour compte, l'équipe pays des Nations unies au Mali a initié la « Stratégie Jeunesse des Nations unies » pour les 4 prochaines années, cette stratégie vise à faciliter l'émancipation, le développement et la mobilisation des jeunes, filles et garçons, pour la construction d'un avenir meilleur pour les futures générations ».

Madame Mbaranga a saisi l'occasion pour partager avec ses pairs les initiatives en cours de gestion pour

la jeunesse du Mali. « Nous estimons que les défis recensés dans notre stratégie pour la jeunesse malienne sont les mêmes que dans vos pays. C'est pour cela, avec mes collègues Coordinateurs Résidents du Système des Nations Unies du Burkina-Faso et du Niger, nous travaillons à renforcer la coopération transfrontalière en envisageant des projets conjoints pour les trois pays notamment pour lutter contre l'extrémisme violent et promouvoir l'entreprenariat des jeunes », a-t-elle déclaré.

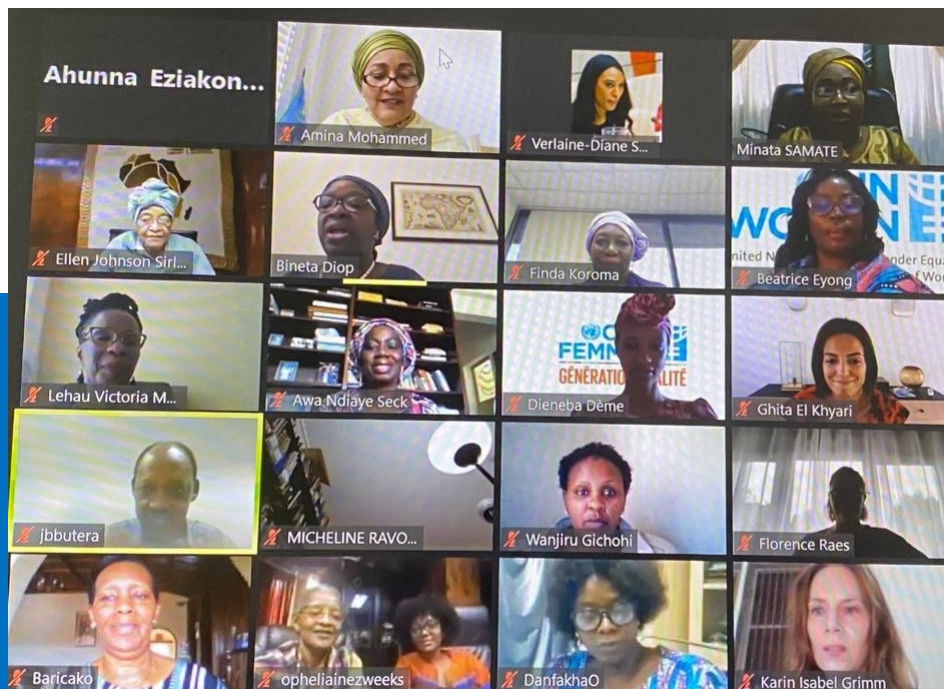
Tout au long de la conférence virtuelle, les jeunes des trois pays ont échangé autour des enjeux liés à leur épanouissement. « Il est très important de multiplier de tels forums pour permettre aux jeunes du Sahel de partager leurs vécus et envisager ensemble l'avenir », a expliqué un Edmond Moukala, Représentant de l'UNESCO au Mali.



WORLD HUMANITARIAN DAY

Merci

#RealLifeHeroes



COMMUNIQUE

CONSULTATION DE HAUT NIVEAU SUR LES ACTIONS DE MEDIATION DES FEMMES LEADERS DU MALI POUR LA SORTIE DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE

A l'appel des femmes de la République du Mali qui ont manifesté le désir d'être accompagnées dans leurs initiatives pour la sortie de la crise que traverse le pays, une consultation de haut niveau s'est tenue par visioconférence entre cinquante-neuf 59 femmes leaders du Mali, représentant différents horizons socio-politiques et les représentantes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine et des Nations Unies, avec la participation de son Excellence Madame Ellen JOHNSON SIRLEAF, Ancienne Présidente de la République du Libéria, Prix Nobel de la Paix et Présidente d'honneur de African Women Leaders Network (AWLN), de son Excellence Madame Amina J. MOHAMMED, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies et de son Excellence Madame l'Ambassadeur Minata SAMATE CESSOUMA, Commissaire aux Affaires Politiques de la Commission de l'Union Africaine. La rencontre tenue sous le thème « Appui aux actions de médiation des Femmes Leaders du Mali pour la

sortie de la crise socio-politique » a aussi vu la participation de Dr. Phumzile MLAMBO-NGCUKA, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et Directrice Exécutive d'ONU Femmes ; de Madame Bineta DIOP, Envoyée Spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine pour les femmes, la paix et la sécurité ; de Madame Finda KOROMA, Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO ; de Madame Mbaranga GASARABWE, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali ; de Mme Ahunna EZIAKONWA, Administratrice Adjointe et Directrice du Bureau Afrique du PNUD, de Mme Oulimata SARR, Directrice régionale de ONU Femmes pour l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest ; de Mme Awa NDIAYE SECK, Représentante spéciale de la directrice exécutive de ONU Femmes pour le Réseau des Femmes leaders Africaines (AWLN) et Représentante de ONU Femmes en République Démocratique du Congo (RDC) ainsi que

d'autres femmes leaders du continent.

La Consultation de haut niveau a été facilitée par le Bureau de l'Envoyée Spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et Sécurité et ONU Femmes, co-organisatrices globales de AWLN. Elle a porté sur le rôle et la participation effective des femmes dans la sortie de crise, la cohésion sociale et le renforcement de l'Etat malien pour une paix et un développement durables. Saluant les initiatives et le travail déjà accomplis par les femmes du Mali et le soutien apporté par ONU Femmes Mali, les femmes leaders africaines ont exprimé leur engagement à les accompagner, comme elles l'ont déjà fait dans d'autres circonstances, à travers des missions de solidarité, de plaidoyer et de soutien, notamment dans la Région des Grands Lacs, le Bassin du lac Tchad, le Sahel. La corne de l'Afrique et la région du Fleuve Mano;

Prenant note des questions principales relevées par les femmes du Mali tel que ressorties des interventions de Mama Koité DOUMBIA, Présidente de la plateforme des femmes leaders du Mali ; Cissé Aissata SISSOKO, Coordinatrice par intérim d'AWLN Mali ; Nana Sissako TRAORE, Vice-présidente de la plateforme des femmes leaders du Mali ; la nécessité de la participation effective des femmes pour une sortie de crise immédiate et la recherche de solution à long terme ; les défis majeurs auxquels elles sont confrontées dans leurs différents rôles, notamment la crise politique, les préoccupations, besoins et aspirations spécifiques des femmes et des filles et de les impliquer pleinement dans la recherche des solutions à court, moyen et long terme ;

Saluant la Feuille de route commune de toutes les plateformes détaillant les domaines d'appui sollicité pour renforcer leur contribution à la recherche de la paix et de la stabilité au Mali.

Prenant également note de l'engagement des différentes structures tant au niveau régional, continental que mondial, notamment les centres de recherche et de formation mobilisés par la facilitation, dont ACCORD, Africa Leadership Center, Femmes Africa Solidarité (FAS), Kofi Annan Center, et les femmes leaders d'autres régions d'Afrique, à soutenir et à amplifier les initiatives des femmes du Mali.

Rappelant la Résolution 1325, dont le Mali a déjà un Plan d'Action National, exhortant les États à assurer une plus grande représentation des femmes à la prise de décision dans les institutions et les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux en vue de la prévention, de la gestion et du règlement des différends ;

Reconnaissant et remerciant les

efforts de la CEDEAO qui conformément aux principes de la subsidiarité joue un rôle prépondérant dans la crise multidimensionnelle que traverse le Mali ;

Appréciant les autres partenaires qui se mobilisent pour soutenir les femmes du Mali ; Agissant dans le cadre du Partenariat renforcé en matière de paix, de sécurité et de gouvernance ; et du Partenariat au développement entre les Nations Unies et l'Union Africaine;

la Consultation de Haut Niveau :

1. Félicite les Femmes du Mali pour leur leadership et leur engagement continu dans les efforts visant à trouver une solution durable à la crise au Mali ; à cet égard, se félicite des initiatives déjà entreprises, et les appellent à plus de cohésion et de synergie d'actions ;
2. Appelle toutes les parties prenantes maliennes à préserver l'intérêt suprême de leur pays au-dessus de toute autre considération et les appelle en outre à inclure les femmes et tenir compte de leurs priorités dans les négociations de sortie de crise immédiate et des solutions à long terme ;
3. Appelle aussi à l'inclusion des jeunes et des hommes dans les efforts menés par les femmes pour la paix et la stabilité durable ;
4. Demande un renforcement des mécanismes pour la protection des droits des femmes, notamment contre les violences basées sur le genre et un appui humanitaire aux femmes et filles victimes de la crise ;

5. Exprime sa solidarité à l'endroit des femmes du Mali et offre son soutien qui s'articulera autour d'une mobilisation et d'un plaidoyer continu, pour que leur voix soit entendue et leurs préoccupations prises en compte auprès d'instances nationales, régionales et internationales, notamment par une représentation effective des femmes à la transition et à la gouvernance politiques;

6. S'engage à mobiliser les ressources tant techniques que financières, notamment pour le renforcement des capacités dans leurs efforts de médiation leur mise en œuvre dans la cohésion et la synergie; ainsi que leur protection contre le COVID-19 ;

7. S'engage à continuer cette mission de solidarité envers les Soeurs du Mali, et à entreprendre une mission de terrain et d'autres engagements de soutien auprès des femmes du Mali dès que les circonstances le permettront ;

8. S'engage à rester saisie de la question et à accompagner les femmes du Mali à chaque étape de leur combat pour un Mali nouveau.

Bamako, le 26 août 2020 –

Pour contact :

Mamadou Bakary Traore :

mamadou.bakary-traore@one.un.org ;

Sadio Kanté :

sadio.kante@unwomen.org ; **Il-**

wad Elmi Mohammed: WGDD,

AUC: Elmimohamed@africa-union.org

Verlaine-Diane Soobroydoo: Coordinatrice, AWLNGlobal:

verlaine.soobroydoo@unwomen.org

CONTRIBUTION DU PAM A LA RIPOSTE CONTRE LE COVID-19 AU MALI



Assistance alimentaire et nutritionnelle

Depuis la survenue de la crise sanitaire causée par le Coronavirus en mars 2020, le PAM continue d'apporter l'assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes affectées par les conflits, les effets du changement climatique, la COVID19.

En effet, la pandémie liée à la COVID19 n'a fait qu'exacerber une situation alimentaire et nutritionnelle déjà précaire au Mali. En mars 2020, l'évaluation de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle a montré que 3,5 millions de personnes au Mali étaient insécurité alimentaire, dont 757 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère. Pour la période de soudure, allant de juin à septembre 2020, la même analyse a prévu que près de 5 millions de personnes seront en insécurité alimentaire, dont 1,3 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Quelques semaines après, les résultats des enquêtes à distance réalisées par le PAM et ses partenaires ont montré que la pandémie liée à la COVID-19 affecte la capacité des familles accéder à la nourriture. Les transferts d'argent des migrants sont en baisse pour deux ménages sur trois concernés en raison de la baisse (1) d'activité

dans les zones d'accueil, (2) d'une limitation des moyens de transfert et (3) des dépenses de traitement sur place. La restriction des mouvements et la peur de sortir de la maison à cause de l'épidémie affectent l'accès au marché et aux champs, deux principales sources de nourritures chez beaucoup de ménages. La baisse des transferts prive également certaines familles des moyens financiers pour se procurer la nourriture.

Soutenant les efforts du gouvernement du Mali, le PAM et ses partenaires ont apporté de l'aide alimentaire et nutritionnelle à plus d'un million et demi de personnes (hommes, femmes et enfants) ont l'assistance du PAM entre mars et septembre 2020. Cette assistance concerne particulièrement les personnes déplacées internes, les réfugiés, rapatriés ainsi que les familles vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire ou la COVID19.

Prevention de la malnutrition

Dans les régions particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire (Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou), l'assistance alimentaire du PAM a été complétée par des services de nutrition préventifs comme la supplémentation nutritionnelle et des conseils liés aux bonnes pratiques alimentaires. Les enfants de moins de deux ans ont reçu des suppléments nutritionnels

sous forme de farine infantile fortifiée tandis que les femmes enceintes ou mères allaitantes ont bénéficié des coupons alimentaires qui leur ont permis de couvrir leurs besoins nutritionnels tout en appliquant les mesures d'hygiène élémentaire.

Conformément aux recommandations en vigueur dans le cadre de la lutte contre le coronavirus au Mali, des mesures adéquates de prévention ont été prises pour protéger le personnel humanitaire et la population bénéficiaire. De nombreux sites de distribution ont été mis en place avec des dispositifs de lavage des mains, de prise de températures et de distanciation physique. Les distributions en temps de COVID19 sont étalées sur plusieurs jours afin d'éviter les regroupements et les bousculades sur les sites.

Suivi et analyse de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les mesures de prévention contre la COVID19 comme la fermeture des frontières et de quelques entreprises, la restriction de mouvements des personnes ont eu des effets socio-économiques négatifs et durables tels que la perturbation des échanges commerciaux, l'augmentation du taux de chômage,

et le dysfonctionnement des marchés, la hausse des prix des denrées de premières nécessité, la baisse des revenus et du pouvoir d'achat des ménages.

Le PAM de concert avec les autres acteurs de la sécurité alimentaire dont le Système d'alerte précoce (SAP) du Mali, la FAO, FEWS NET et le Cluster Sécurité Alimentaire assurent le suivi rapproché de la situation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) des ménages. L'objectif est de mieux apprécier les effets du COVID-19 sur l'évolution des moyens d'existence des ménages et les grands piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle que sont : la Disponibilité alimentaire, l'Accès aux aliments, l'Utilisation alimentaire et la Stabilité.

Ce suivi régulier des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'évolution des moyens d'existence des ménages permet également de mettre à la disposition du Gouvernement, des organisations et autres acteurs clés de la sécurité alimentaire, des informations fiables leur permettant de définir ou d'adapter leurs programmes aux évolutions et aux besoins constatés sur le terrain en vue d'une réponse appropriée efficace/efficiente.

Soutien logistique : transport, stockage et livraison de matériels

Le PAM a mis à la disposition du gouvernement à travers le ministère de la Santé Publique, son savoir-faire en matière logistique pour assurer le transport, le stockage et la livraison des cargos humanitaires destinés à la réponse contre la COVID-19.

A travers son service commun de transport aérien, le PAM a assuré les livraisons de plusieurs tonnes de cargos des partenaires en provenance du Ghana, de la Chine, de Dubai, de la Belgique et de l'Éthiopie.

Des entrepôts d'une capacité de 2400 tonnes ont été mis à la disposition des partenaires pour la réception des produits et équipements de lutte contre la COVID-19.

SERVICE HUMANITAIRE AERIEN DES NATIONS UNIES

En l'absence des compagnies commerciales de transport aérien à l'intérieur du Mali et en raison des grandes distances, du mauvais état des routes et de la situation sécuritaire préoccupante, la communauté humanitaire a mis en place un service spécial de transport aérien pour permettre l'accès aux populations vulnérables affectées par les conflits, les aléas climatiques et les crises sanitaires.

Géré par le PAM, le service humanitaire aérien des Nations Unies (UNHAS), a permis d'assurer le

liées à la pandémie de la COVID-19, UNHAS continue de fournir des vols essentiels à la communauté humanitaire pour atteindre les plus vulnérables du Mali.

Les équipes ont mis en place dès février des mesures d'hygiène préventive pour l'ensemble des passagers et une désinfection quotidienne des appareils pour que chacun puisse se déplacer en toute sécurité.

UNHAS a également assuré l'évacuation sanitaire de quatre travailleurs humanitaires au Mali.

Pour donner suite à la fermeture des frontières aériennes comme mesures de prévention contre la COVID-19, le Programme alimentaire mondial a monté une opération mondiale pour des vols humanitaires entre le Mali et les autres

pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et même des Etats-Unis. C'est un effort majeur pour assurer la continuité des opérations humanitaires aussi bien au Mali, que dans le reste du monde.

Protection du personnel, des partenaires et des communautés

transport du personnel humanitaire et des équipes médicales à l'intérieur du pays pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19.

Entre janvier et juillet 2020, 6 135 passagers de plus de 100 organisations ont été transportés vers 11 destinations desservies par UNHAS. En raison du contexte sanitaire actuel, le transport de cargo léger composé principalement de vivres, de fournitures médicales et d'équipements, a fortement augmenté. Plus de 38 tonnes ont été acheminées depuis le début de l'année. Malgré les difficultés et les menaces

Depuis la survenue de la pandémie, le PAM continue de fournir à ses employés et partenaires de coopération, des équipements de protection personnels. Les masques, les gants, les stations de lavage des mains, ainsi que des thermomètres pour la prise de température systématique sont disponibles dans tous les endroits et sites d'intervention du PAM et ses partenaires. Des séances de sensibilisations aux mesures barrières sont régulièrement organisées sur les sites de projets dans toutes zones d'intervention du PAM.





**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



NOUS SOMMES LE CHANGEMENT

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Equipe d'édition du Magazine "UNIS DANS L'ACTION"

Directeur de publication: Mbaranga Gasarabwe (@MbarangaUN)

Directeur de Rédaction: Francis Négué **Rédacteur en chef et concepteur :** Mamadou Bakary Traoré

Contributions: Groupe de Communication des Nations Unies au Mali

Adresse: Maison Commune des Nations Unies
Badalabougou EST, Immeuble Mangané, Rue: 39, Porte: 2704 , Bamako, Mali

Email: mamadou.bakary-traore@one.un.org

Site web: mali.un.org